



Le développement durable s'appuie sur le commerce international

Le commerce et les investissements sont essentiels pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs de développement durable. Ce n'est pas un hasard si plus d'un milliard de personnes dans le monde sont sorties de l'extrême pauvreté depuis 1990. L'ONU reconnaît l'impact positif du commerce international sur le développement durable et confirme que la durabilité est multidimensionnelle. En disant oui à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie le 7 mars, les Suissesses et les Suisses ont la possibilité de renforcer le développement durable dans les domaines économique, sociale et écologique sur le terrain.

Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies (ONU), a dit un jour: «Les marchés ouverts offrent le seul espoir réaliste de sortir des milliards de gens de la pauvreté absolue dans les pays en développement, tout en assurant la prospérité dans les pays industrialisés.» Il était intimement convaincu que la cause de la pauvreté et du sous-développement était l'insuffisance d'échanges commerciaux, et non pas un excès de ceux-ci, et s'est toujours prononcé pour la suppression des barrières aux échanges.

LA PANDÉMIE DE CORONA EN FOURNIT UNE NOUVELLE PREUVE: KOFI ANNAN AVAIT RAISON

Les propos de Kofi Annan en 2000 peuvent paraître étranges à une époque marquée par la montée du protectionnisme, les litiges commerciaux entre grandes puissances et l'affaiblissement de l'Organisation mondiale du commerce

(OMC). Faute de nouvelles libéralisations au niveau multilatéral, de nombreux pays concluent des accords de libre-échange bilatéraux ou créent des espaces de libre-échange, comme ce fut récemment le cas en Asie ou en Afrique. La pandémie de coronavirus s'est révélée être le principal obstacle au commerce et au développement. Le commerce extérieur et les investissements ont enregistré un recul spectaculaire en 2020. Et qu'apprend-on? C'est la première depuis 1998 que l'extrême pauvreté a légèrement augmenté, même si plus d'un milliard de personnes en sont sorties depuis le début des années 1990. Cela ne suffit pas pour faire taire les critiques à l'égard du commerce mondial. Cependant, beaucoup de personnes comprennent désormais pourquoi, outre l'ONU, la Banque mondiale, l'OMC et le secteur privé affirment aussi depuis des années qu'il faut supprimer des obstacles au commerce et non en ériger.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, C'EST DIX-SEPT OBJECTIFS ET TROIS DIMENSIONS

Une grande partie de la communauté scientifique est d'accord pour dire que des marchés ouverts et le commerce international ont un impact majoritairement positif sur le développement économique et social. C'est pourquoi l'ONU déclare dans son Programme de développement durable à l'horizon 2030 que le secteur privé joue un rôle majeur pour atteindre les objectifs de développement durable. Toutefois, pour assurer un développement durable à l'échelle mondiale, il faut prendre en compte non seulement sa dimension environnementale, mais aussi ses dimensions économiques et sociales. Lutter contre la pauvreté passe aussi par le renforcement de la santé et de la formation. Car lutter contre les changements climatiques dans des pays où de nombreuses personnes souffrent de la faim n'est sans doute pas la priorité des pays concernés, même si ces défis sont liés. Voilà pourquoi il est nécessaire de considérer l'Agenda 2030 dans son ensemble et d'intervenir là où l'effet sera le plus fort.

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE AVEC L'INDONESIE: UN JALON POUR LA DURABILITÉ

L'accord avec l'Indonésie, sur lequel nous voterons le 7 mars, représente un pas important vers une plus grande durabilité. Que ce soit par la production commune de wagons, l'exportation de stylos à insuline ou de filets en acier, la traçabilité numérique de chaînes de valeur, la vente de machines modernes et de nouveaux médicaments - les entreprises suisses peuvent apporter une contribution de taille au développement durable de l'Indonésie dans les domaines économique, social et écologique. Grâce aux emplois qu'elles créent, les entreprises suisses améliorent déjà l'accès à la formation et à la santé. En s'imposant des standards élevés en matière de durabilité et en exportant des produits de qualité, elles encouragent en outre des modes de production plus respectueux des ressources ainsi que de meilleures conditions de travail dans les pays d'implantation. Avec l'abolition de droits de douane, les prix baissent aussi pour les consommateurs en Indonésie.

De plus, l'accord conditionne, c'est une première, les tarifs préférentiels pour l'huile de palme à des critères de durabilité spécifiques. Espérons que cela constituera un signal. En cas de refus de l'accord, il ne se passe rien et c'est le statu quo en matière de développement durable. Cela ne sert personne, ni l'économie ni l'environnement, ni la population. Cela n'irait pas dans le sens de Kofi Annan ou de la nouvelle directrice générale de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala,

également fermement engagée en faveur de l'abolition d'obstacles au commerce pour lutter contre la pauvreté.

Plus d'informations dans le dossier politique sur le thème du commerce et du développement durable